



solidaires

ÎLE DE FRANCE

Journal de l'Union régionale des syndicats CFDT d'Île-de-France • n° 533 • Novembre 2021



56^E CONGRÈS RÉGIONAL

CAMPAGNE FONCTIONS PUBLIQUES

FORUM DE L'EMPLOI DES JEUNES



NOUS SOMMES UN LIEN ENTRE 3 MILLIONS D'ADHÉRENTS.



Plus que jamais, nos équipes continuent de
se mobiliser pour vous, afin de tisser un
lien toujours plus solide.

aesio.fr



Santé • Prévoyance • Épargne • Retraite • Auto • Habitation

AÉSIO mutuelle, mutuelle soumise aux dispositions du livre II du code de la mutualité, immatriculée sous le n° 775 627 391 dont le siège social est 4 rue du Général Foy 75008 PARIS. Crédit photo Alexis Raimbault. Document non contractuel à caractère publicitaire. 21-005-015

 **AÉSIO
MUTUELLE**

DÉCIDONS ENSEMBLE DE VIVRE MIEUX

Une grande responsabilité



La pandémie de Covid-19 est toujours présente et nous appelle dans la période à la plus grande vigilance et au maintien des gestes barrières.

Mais la sortie de l'épidémie ne pourra avoir lieu tant que l'ensemble des pays du monde n'aura pas accès aux vaccins. La CFDT l'a rappelé à de multiples reprises en demandant la levée des brevets sur le vaccin.

Pour la CFDT Île-de-France, il est nécessaire de tirer, dès à présent, certaines leçons de la crise pour que les mois et les années à venir permettent de faire émerger un modèle de développement économique, social et écologique différent pour notre région.

Si des actions immédiates s'imposent pour accompagner les salariés qui ont perdu leur emploi ou ceux qui sont en transition professionnelle, la CFDT Île-de-France agira aussi pour le plus long terme. Les problématiques entre autres liées à la préservation de la biodiversité, à un investissement en faveur de la qualité de l'air, à l'aménagement responsable et durable du territoire, nous conduisent à porter de nouvelles revendications, notamment auprès des instances régionales, pour faire que chaque travailleur, chaque Francilienne et chaque Francilien, vive et travaille mieux dans notre région.

C'est aussi pour aller dans ce sens que la CFDT Île-de-France poursuit son partenariat avec les organisations membres du Pacte du pouvoir de vivre. Le spectre des actions communes est large : que ce soit avec la Cimade à destination des travailleurs sans-papiers, avec la Mutualité sur les questions de protection sociale ou encore avec l'association Solidarités nouvelles face au chômage sur l'accompagnement des demandeurs d'emploi.

Enfin, si la CFDT a conforté sa première place d'organisation syndicale représentative en Île-de-France avec 25% des voix lors de la mesure d'audience parue en juillet 2021, c'est sans aucun doute le fruit du travail des militantes et militants de la CFDT dans les entreprises et administrations et de la confiance que les travailleurs leur accordent. C'est une grande responsabilité qui nous oblige à être présents partout où la CFDT peut peser et à formuler des propositions pour l'avenir de notre région.

Diego MELCHIOR
Secrétaire général

Sommaire

Actualités 4 à 7

Territoire 8
Forum de l'emploi des jeunes

Grand angle 9 à 12
Congrès régional

Temps fort 14 & 15
« Réponses à emporter »

Pratiques 16 & 17
Élections fonctions publiques

Portrait 18
Luc Michel



Une :
Photos ©Simone Perolari
Congrès régional
à Montrouge (92)



ile-de-france.cfdt.fr



Bimestriel – Prix au numéro : 1,50 € – Abonnement annuel : 10 € – Rédaction-Diffusion : 78 rue de Crimée 75019 PARIS
Tél : 01 42 03 89 00 - E-mail : com@iledefrance.cfdt.fr – Directeur de la publication : Diego Melchior
Rédactrice en chef : Judith Boumendil - Comité de rédaction : Philippe Antoine, Jean-Yves Belaty, Nadia Bosc, Judith Boumendil, Marion Dauchot, Diego Melchior, Hassan Mohamed, Jean-Jacques Perot - Photos : Philippe Antoine, Sylvaine Azzouni, Judith Boumendil, DR - Maquettiste-Graphiste : Sylvaine Azzouni - Imprimerie : Wagram Éditions - 37 avenue Gabriel Péri
BP 2008 - 95871 Bezons cedex - N° CPPAP : 0524 S 06868 - ISSN : 099 362 763 - Dépôt légal : novembre 2021



INTERPROFESSIONNEL

Assemblée du Sud Francilien

Dans la foulée du congrès de l'Union régionale, les quatre unions territoriales interprofessionnelles (UTI) d'Île-de-France organisent actuellement leurs assemblées territoriales. Dans cet exercice statutaire, il s'agit pour l'essentiel de présenter l'action menée sur le territoire au cours de la mandature, de définir un plan d'action local s'inscrivant dans le plan de travail régional et d'élire l'équipe de l'UTI.

Le 8 octobre dernier, la première des assemblées a eu lieu à Créteil pour l'UTI du Sud Francilien regroupant les départements des Yvelines, de l'Essonne et du Val-de-Marne.

L'occasion pour Patrick Labboz, secrétaire général sortant qui intègre l'exécutif de l'Union régionale, de passer la main à Vincent Guérin, jusqu'alors trésorier. « *Nous avons défini plusieurs chantiers prioritaires explique Vincent. Parmi eux, la consolidation de notre réseau pour faciliter l'accès à l'emploi des jeunes, ou encore la désignation de militants référents pour la régularisation des travailleurs sans-papiers dans chacun de nos départements. Mais notre travail sera avant tout de renforcer la proximité avec les travailleurs* ».



Vincent Guérin

REPRÉSENTATIVITÉ

La CFDT renforce sa première place en Île-de-France

Les résultats par région sont tombés peu après le dernier numéro de *Solidaires*. À l'issue de la troisième mesure d'audience électorale dans le privé (cycle 2017-2021), la CFDT a confirmé sa première place en Île-de-France, acquise dès 2013.

Elle réalise un score de 25% (+1 point par rapport à 2017) avec 404 547 voix. Forte de plus de 92 000 voix d'avance, elle creuse l'écart avec la deuxième organisation syndicale, la CGT (19,28%). Une ombre au tableau : une participation en baisse de 3,8% par rapport à 2017.

La CFDT est également première organisation syndicale dans sept départements sur huit, avec des résultats historiques en Seine-Saint-Denis et en Essonne où elle ravit la première place à la CGT. Elle creuse aussi l'écart avec la CFE-CGC dans les Hauts-de-Seine (4,5 points d'avance, contre 1 point en 2017).

Au total, la CFDT est première organisation dans neuf régions métropolitaines – Auvergne Rhône-Alpes, Bourgogne Franche-Comté, Bretagne, Centre-Val de Loire, Grand Est, Hauts-de-France, Île-de-France, Nouvelle-Aquitaine et Pays de la Loire – ainsi qu'à La Réunion.



Ces très bons résultats sont à consolider lors du nouveau cycle électoral qui va s'ouvrir dans les entreprises, mais également lors des élections dans les fonctions publiques de décembre 2022.

FORMATION SYNDICALE

Un outil pour anticiper ses choix de formation



Pris dans le tourbillon d'une multitude de missions dans les entreprises, les administrations, et dans les structures de syndicats, les adhérents et les militants de la CFDT n'ont pas toujours le temps de penser à leur formation.

Parce qu'anticiper est un atout majeur pour construire un véritable parcours de formation et qu'il est indispensable de comprendre les contenus des formations proposées pour bien les choisir, l'IREFE, institut de formation de la CFDT Île-de-France, propose, pour 2022, un outil pratique intitulé « **Anticipez vos plans de formations** ». Accessible sur son site internet, il présente les 181 dates de formations de 2022 en 7 grands domaines.

Ce schéma vous permettra de gagner du temps, de la visibilité et de la cohérence dans le choix de formations en lien avec vos mandats ou vos centres d'intérêt. Il vous aidera aussi à anticiper et à planifier vos formations et celles de vos militantes et militants !

Rendez-vous sur irefe.com

JEUX OLYMPIQUES

Les comités de site démarrent leurs travaux



Cinq comités de site ont été mis en place sur les terres où se dérouleront les jeux olympiques et paralympiques (JOP) 2024 : trois en Seine-Saint-Denis, un à Paris et un autre à Marseille. « Dans le 93, nous avons commencé à travailler sur les trois comités, tandis qu'à Paris ou Marseille, les comités de site n'ont pas encore démarré leurs travaux », souligne Raphaël Breton, secrétaire général de la CFDT de l'Est francilien et mandaté au sein des comités de suivi du 93. Dans le détail, les comités de site du 93 concernent le village olympique/paralympique sur le périmètre de Saint-Denis, Saint-Ouen et L'Île-Saint-Denis ; le village des médias sur la zone La Courneuve/Le Bourget/Dugny et enfin l'établissement public Plaine Commune, à cheval sur les deux premiers comités et s'intéressant aux grosses infrastructures comme la piscine olympique ou le Stade de France.

« Au sein de ces comités, nous assurons un suivi de tous les chantiers et des engagements sociaux qui ont été pris en matière de clauses d'insertion des jeunes, d'embauche des populations locales et de recours aux très petites entreprises et aux entreprises de l'économie sociale et solidaire du territoire », précise Raphaël Breton. Chaque comité se réunit une fois par trimestre et regroupe de nombreux acteurs : partenaires sociaux, collectivités locales, délégation interministérielle aux JOP, société de livraison des ouvrages olympiques (Solideo), entreprises privées comme Vinci, etc.

VILLE ORANGE

Belle mobilisation à Versailles

Malgré un temps maussade, les militant-es CFDT ont répondu présents le 5 novembre à l'appel de l'Union territoriale interprofessionnelle du Sud francilien pour une journée « Ville orange » à la rencontre des salarié-es et agents des fonctions publiques.

120 militant-es du public et du privé ont sillonné, dès 6h du matin, les différents quartiers de Versailles et tourné dans les services de la préfecture, l'hôpital, le centre de secours, le château ou encore les commerces environnants. Partout, ils ont reçu un bon accueil de la part des salariés et agents et de nombreux contacts ont été pris.



Prochaines « Villes orange » en 2022 : Cergy et Créteil

DISCRIMINATIONS

La CFDT AP-HP pour l'égalité professionnelle et contre les discriminations

La CFDT vient de lancer une vaste action auprès des personnels de l'Assistance publique-hôpitaux de Paris « Pour des carrières égales, contre les violences sexuelles et sexistes ».

L'initiative a été lancée à la suite d'une enquête menée sous l'impulsion de la fédération santé sociaux en 2019. Celle-ci révélait que 30,4% des agent-es ont été victimes une ou plusieurs fois de violences et 58,6% entendent souvent ou parfois des propos sexistes au travail.

« Cette enquête, à laquelle plus de 400 agents de l'AP-HP ont répondu, a été un vrai révélateur pour nous retrace Carole Cases, membre de l'exécutif du syndicat et référente égalité professionnelle. Nous avons décidé de la présenter dans les instances de l'AP-HP et de porter fermement nos revendications sur ces sujets pour que les engagements pris par la direction soient réellement suivis d'effets ».

Depuis, le syndicat a choisi de communiquer largement autour des constats dressés par la CFDT et des revendications et actions menées sur le terrain. « Les agents ont besoin d'information mais aussi de savoir qu'ils peuvent venir nous parler et être accompagnés ! » insiste Sandrine Prigent, responsable de développement du syndicat. « Du coup, il nous fallait un document attractif, agréable à lire, et surtout qui puisse être glissé dans toutes les poches de blouses ! ». Ce flyer a déjà reçu un très bon accueil lors des actions nationales du 4 novembre dans le cadre « l'Unequal Pay Day », mais aussi dans plusieurs établissements franciliens.



ACTIONS

LA CFDT RETRAITÉS ÎLE-DE-FRANCE AU SALON DES SENIORS

Après trois reports liés à la crise sanitaire, le salon des seniors s'est tenu du 6 au 9 octobre à la porte de Versailles. Comme chaque année, l'Union régionale des retraités CFDT d'Île-de-France (Urrif) y tenait un stand. Les militantes et militants d'Île-de-France et de l'Union confédérale des retraités sont allés à la rencontre de retraités et de futurs retraités, pour la plupart franciliens, pour faire connaître le syndicalisme retraité.

« Un de nos objectifs est de démontrer que 'syndicalisme' et 'retraite' ne sont pas contradictoires explique Daniel Limballe, responsable du développement à l'Urrif. Le passage à la retraite ne doit pas être une rupture, mais bien la continuité de notre vie de salariés, la poursuite de la vie et notamment de la vie sociale. Nous présentons les services que nous proposons à nos adhérents comme la mutuelle, ou nos initiatives en matière de santé, d'action sociale ou de culture ».

Cette année encore, de nombreuses questions ont porté sur les problématiques d'aidants familiaux ou de dépendance mais aussi sur les droits en matière de retraite et de couverture sociale.



Le stand CFDT au salon des seniors

REPRÉSENTATIVITÉ

Premières élections pour les livreurs à vélo et VTC

Du 24 au 31 mars 2022, les livreurs de repas à vélo et les VTC éliront, pour la première fois, leurs représentants lors d'une élection sur sigle à tour unique et par vote électronique.

Union-Indépendants, première plateforme de revendications sociales créée par la CFDT en coopération avec l'Union des auto-entrepreneurs (UAE) participera à cette élection qui permettra aux différents interlocuteurs institutionnels et aux plateformes d'engager un dialogue social utile à ces travailleurs très souvent précaires.

« La mise en place d'une représentativité dans le secteur était fortement réclamée par la CFDT depuis les conflits des VTC en 2016 explique Fabian Tosolini, chargé de mission pour Union-Indépendants. L'enjeu de l'élection est d'avoir la participation la plus forte possible pour pouvoir construire des revendications et négocier de nouveaux droits pour ces travailleurs ».

Près de 80 000 travailleurs seront amenés à voter. Les contacts avec les collectifs de livreurs à vélo et VTC parisiens sont bons. Il faut à présent convaincre ces travailleurs qu'Union-Indépendants pourra leur ouvrir des portes et les aider à s'organiser et s'émanciper.

Plus d'infos : union-independants.fr



Le 29 octobre à la gare du Nord, à la rencontre des livreurs à vélo et VTC

MON JOB, MON LOGEMENT

Une nouvelle aide d'Action Logement

Le saviez-vous ? L'organisme paritaire Action Logement vient de créer une nouvelle aide : « Mon job, mon logement ».

Destinée aux salariés du secteur privé y compris agricole qui gagnent moins de 1,5 Smic brut (soit 2 384,21 € au 1^{er} octobre) entrant dans l'emploi (CDD, CDI, alternance...), et titulaires d'un contrat de location-colocation de moins de 3 mois, cette subvention d'un montant de 1000 € vise à les soutenir au moment de leur installation dans leur logement.

Cette aide est également ouverte aux salariés (dont le salaire est inférieur à 1,5 Smic) souhaitant déménager pour se rapprocher de leur lieu de travail ou de formation, avec comme condition que le nouveau domicile permette d'utiliser les transports collectifs à la place de la voiture ou que le temps de déplacement soit au maximum de 30 minutes en transport individuel.

À noter que les jeunes actifs de moins de 25 ans bénéficient de conditions d'accès particulières : il leur suffit de justifier d'un contrat de travail de moins de 6 mois, de gagner entre 30 et 100% du Smic et que leur bail de location date de moins de 3 mois.

« Les partenaires sociaux démontrent à nouveau au travers de cette aide toute leur mobilisation en faveur du lien emploi-logement » a souligné Philippe Lengrand, vice-président CFDT d'Action Logement, au lancement du programme. Et le succès est au rendez-vous : en quelques semaines, plus de 11 000 salariés ont bénéficié de cette subvention !

Renseignements et dépôt de la demande d'aide : actionlogement.fr

63%

C'est le nombre d'habitants de Seine-Saint-Denis déclarant avoir été directement victimes de discrimination du fait de leur couleur de peau, leur religion ou leur quartier d'habitation.

Ce chiffre atteint 84 % pour les 18-24 ans. Un résultat en hausse de 7 points depuis la mesure de 2019.

La Seine-Saint-Denis vient de créer son observatoire départemental des discriminations et de l'égalité.

Source : « Les discriminations en Seine-Saint-Denis - vague 2 ». Enquête Harris Interactive pour le département de Seine-Saint-Denis auprès d'un échantillon représentatif de 1 002 habitant-es.

1300 jeunes au Forum de l'emploi à Paris

Le 22 septembre à la Halle Georges Carpentier à Paris (13^e), la CFDT Île-de-France a organisé un nouveau forum de l'emploi des jeunes et de l'apprentissage. Une sixième édition qui a réuni – c'est un record ! – 101 stands d'entreprises, écoles et partenaires. Et près de 1300 jeunes.

Bintou, 20 ans, est sans diplôme. Elle est venue de l'Essonne, à la recherche d'un contrat en alternance. « *Si possible, dans la vente. C'est plus mon domaine* », sourit-elle timidement. Après avoir déposé son CV chez McDonald, Inditex ou encore Monoprix, elle espère à présent être recontactée. Mohammed recherche également une alternance pour son master en comptabilité. « *J'attends des retours de quelques entreprises intéressées* », glisse le jeune homme de 24 ans, en fauteuil roulant.

Une 6^e édition axée sur le handicap

Car c'était l'une des particularités de cette 6^e édition du forum de l'emploi : la CFDT Île-de-France avait fait le pari d'attirer plus particulièrement des jeunes en situation de handicap. « *On constate que ces jeunes ont plus de mal à s'insérer dans l'emploi. Et plus encore dans ce contexte de crise. C'est pourquoi nous avons décidé de nous mobiliser en leur donnant davantage accès à notre réseau et à celui de nos partenaires* », explique Nadia Bosc, secrétaire régionale CFDT en charge d'organiser le forum. « *Nous avons sollicité en amont les entreprises et administrations pour qu'elles jouent le jeu et proposent de 'vraies' offres d'emploi, dont certaines adaptées aux jeunes en situation de handicap* », développent Hugo Duval et Cyril Besombes, chargés de mission à l'Union régionale et chevilles ouvrières du forum, qui ont travaillé en collaboration avec plusieurs acteurs de l'insertion (mission locale de Paris, Cap emploi, Agefiph, Pôle emploi). « *Convaincre les entreprises de participer au forum en période de Covid-19 n'a pas été une mince affaire*, poursuivent-ils. *Mais l'objectif commun d'aider les jeunes*



À l'issue du forum, les entreprises contactées ont indiqué avoir recruté 74 alternants, 46 personnes en CDI. Une belle réussite !

nous a réunis et a permis d'obtenir le soutien de plusieurs ministères. Tout le monde a travaillé de concert ! », se félicitent-ils.

De fait, la plupart des recruteuses et recruteurs ont joué le jeu en venant au forum avec des offres concrètes. « *Nous allons ouvrir prochainement un hôtel, le Pullman Paris Montparnasse, et nous recherchons près de 200 personnes*, indique Christian Pensart, responsable de la mission handicap au sein du groupe Accor. *Nous avons déjà recruté 9 personnes en situation de handicap. Sur le forum, nous avons 50 offres de contrats en alternance, dans les métiers de l'hôtellerie mais aussi du siège* », précise-t-il.

« *Nous avons répondu présents car la justice sociale, la lutte contre les discriminations, l'aide aux jeunes sont des combats qui nous tiennent à cœur* », explique de son côté Caroline Millet, adjointe à la Mairie du 13^e arrondissement de Paris, partenaire de l'événement. « *Grâce au travail de nos délégués syndicaux et aux partenariats développés au fil des années, nous avons rassemblé 101 entreprises et partenaires. Alors que nous n'en avions que 24 quand tout a commencé en 2014 à Créteil. C'est une vraie fierté* », savoure Nadia Bosc. La prochaine édition du forum devrait se tenir l'an prochain en Essonne ou en Seine-et-Marne.

Clément Mellin

QUELQUES CHIFFRES

1300

jeunes participants

3 hauts patronages

- Ministère du travail, de l'emploi et de l'insertion
- Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports
 - Secrétariat d'État aux Personnes handicapées

200 coachings de candidats

par Maître Olivier Bichet (avocat du réseau Avec)

3 partenariats

- Mission locale de Paris
- Mairie du 13^e arrondissement
- Pôle emploi Île-de-France

• 85 entreprises et administrations

• 6 écoles, CFA et organismes de formation

• 10 partenaires

56^E CONGRÈS DE L'UNION RÉGIONALE

CONSTRUIRE L'AVENIR



Les 8 et 9 septembre, l'Union régionale interprofessionnelle CFDT Île-de-France a tenu son 56^e congrès au Beffroi de Montrouge (Hauts-de-Seine). Un congrès préparé dans des conditions bien particulières, qui a rassemblé plus de 400 congressistes ravis de se retrouver – enfin – en présentiel. Retour, en images, sur ces deux jours d'échanges et de débats.

Dossier réalisé par Judith Boumendil - Photos : Simone Perolari

« *Quelle joie de se retrouver enfin tous ensemble, je pourrais même dire 'pour de vrai', après de nombreux mois de distanciation sociale !* ». Cette phrase prononcée par Diego Melchior, secrétaire général, en introduction de sa présentation du rapport d'activité était largement partagée par les 400 congressistes présents dans la belle salle du Beffroi de Montrouge, après une préparation complexe qui a nécessité une adaptation constante

en fonction de l'évolution de la crise sanitaire.

C'était donc un des premiers objectifs de ce congrès : faciliter les échanges, permettre aux uns et aux autres de se retrouver, aux militant-es de tous les champs professionnels d'échanger, autour d'un moment fort de la vie démocratique de leur Union régionale. Avant d'évoquer les nombreux bouleversements de ces dernières années – réformes d'ampleur du Code du travail, bouleversements en

matière de dialogue social dans le privé et le public, crise politique en 2018, mobilisation sur les retraites... – Diego Melchior, dans sa présentation du rapport d'activité, a particulièrement insisté sur la capacité de la CFDT à faire face, à se mobiliser, tout en obtenant de nouveaux droits pour les travailleurs, notamment pendant la pandémie. « *Nous l'avons fait parce que nous croyons, tous ici, à la force du collectif, encore plus dans les périodes charnières, car rien n'est inéluctable* ».

Interventions sur le rapport d'activité - 25 militant-es ont pris la parole le premier jour du congrès



Mirella Déluge
Santé sociaux 93



Emmanuel de Jonghe
Interco 95



Gaëlle Doreau
SPACEFF (Finances)



Jean Garcia
SNAPAC (F3C)

La parole aux équipes

Avant de se projeter dans l'avenir, il est toujours bon de jeter un œil dans le rétroviseur pour mesurer le chemin parcouru. 25 délégués de syndicats, militantes et militants issus de presque tous les champs professionnels ont ainsi pris la parole. Pour évoquer le vécu des travailleurs et des équipes syndicales mais aussi et surtout pour revenir sur l'action de la CFDT Île-de-France ces quatre dernières années et sur les liens nourris et les contacts fréquents entre les syndicats et l'Union régionale. Plusieurs d'entre eux sont revenus par

exemple sur le dispositif d'accompagnement des équipes syndicales, « Accompagnement, ressources, conseil » pour rappeler sa montée en puissance et l'intérêt d'avoir un soutien « d'experts » pour répondre à des problématiques qu'ils n'ont pas toujours la possibilité de traiter seuls. Ils ont également mis en avant les actions récentes pour aller à la rencontre des salariés et agents des fonctions publiques telles les opérations « Villes orange » (cf. p.5), et autres Sh'Op Up ou Work's Party, ou encore pour recueillir leur avis comme lors de la réalisation de l'enquête « Parlons logement ».

Les intervenants ont aussi fait part de leurs attentes vis-à-vis de l'ensemble de l'interprofessionnel, en matière de mutualisations, d'harmonisation des pratiques ou encore pour faire vivre les lieux de proximité au quotidien. Plusieurs, enfin, ont pointé l'urgence des sujets liés à la transition écologique. Un enjeu majeur qui est détaillé dans la résolution d'orientation.

LE CONGRÈS RÉGIONAL EN CHIFFRES

- 72 syndicats franciliens étaient représentés au congrès, représentant **87,77 %** du total des mandats.
- Le « quitus » (validation de l'activité depuis le dernier congrès, entre 2017 et 2021) a été approuvé à **86,21 %**.
- La résolution d'orientation a recueilli **90,48 %** des suffrages.
- Le bureau régional, organe directeur de l'Union régionale, a été élu. Il est composé de **30** militant-es issus de **3** collèges (avec une parité dans chacun des collèges) : secrétariat régional, unions départementales, syndicats.
- Le secrétariat régional – **8** personnes – chargé de l'animation au quotidien de l'Union régionale a également été élu à l'unanimité.

La formation syndicale délivrée par l'institut régional, l'IREFE, a également été saluée pour sa qualité et sa réactivité pendant les confinements.



Diego Melchior - secrétaire général



Le Bureau régional

Venu débattre avec les militants franciliens de l'actualité, le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, a pris le temps, à l'issue du débat, de répondre à quelques questions. Un entretien à retrouver en vidéo sur ile-de-france.cfdt.fr.



Que retiens-tu de ce débat avec les syndicats franciliens ?

Les débats avec les militants CFDT sont toujours très riches. Ce sont des débats qui touchent à tous les champs d'action de la CFDT.

On y parle du dialogue social dans les entreprises et administrations, de la situation des travailleurs et des salaires, de la transition écologique, de l'Europe et de l'international.

Je retiens de ce congrès une grande mobilisation des militants de la CFDT Île-de-France. Ce qui me marque aussi, c'est une forme d'entière des militants sur ce que sont les enjeux de société et du monde du travail.

Tu as félicité les équipes pour la 1^{ère} place de la CFDT en Île-de-France...

Oui ! L'élément marquant de ce mandat qui s'achève en Île-de-France, c'est que la CFDT a confirmé, suite à la dernière mesure d'audience de la représentativité,

sa première place dans le privé, en finissant première dans sept départements sur huit, dont en Seine-Saint-Denis et en Essonne. Public/privé confondus, la CFDT reste la première organisation syndicale dans la région. Dans certains secteurs professionnels, la CFDT est également devenue première organisation syndicale grâce aux résultats obtenus en Île-de-France. Donc bien évidemment, j'ai salué le travail des militantes et militants qui font le boulot tous les jours auprès des salariés et des agents des fonctions publiques.

Quelle est la place de l'Union régionale dans la CFDT ?

L'Union régionale CFDT Île-de-France représente 17% des adhérents de la CFDT. C'est aussi en Île-de-France que l'on retrouve les plus gros syndicats de la CFDT. Au cœur de la région capitale, l'Union régionale a donc une place forcément à part dans la CFDT. Une place à part, ça veut dire que

la CFDT en Île-de-France intervient sur tous les sujets. L'international est important dans la région. La question des cadres aussi. Les sujets de transport et de logement y ont également une acuité particulière. Les problématiques liées aux travailleurs des services sont aussi très présentes.

Et puis, l'Union régionale est très en lien avec la confédération. Le travail de proximité réalisé entre l'Union régionale et la confédération renforce aujourd'hui toute la CFDT. On peut toujours compter sur les militants de la CFDT Île-de-France pour filer un coup de main quand il y a des initiatives confédérales !

Propos recueillis par Clément Mellin

INVITÉS ET PARTENAIRES

- Vingt-cinq partenaires étaient présents au congrès pour présenter leurs services et actions.
 - Neuf syndicalistes européens (Belges, Espagnols et Italiens) ont également fait le voyage et deux d'entre eux sont intervenus en plénière.
- Enfin, de nombreux invités – anciens responsables de l'Union régionale, responsables de fédérations ou d'unions, membres de la confédération – ont également participé à ces deux jours.



François Mary
CSC de Mons-la-Louvière



Diana Agostinello
CGIL Rome et Lazio



Les stands du **CEP Paritaire**
et de **Transitions Pro Île-de-France**



Géraldine Cornette

Préparer l'avenir

Parmi les leçons à tirer de la période que nous traversons, Diego Melchior, à l'issue de son intervention de présentation de l'activité a mis en avant « *qu'à l'avenir, le centre de gravité du monde du travail doit certainement se déplacer un peu plus vers les travailleurs, et même vers l'ensemble des parties prenantes plutôt que vers le capital. C'est dès à présent une urgence sociale pour de nombreux travailleurs – notamment les plus jeunes – et cela va devenir très rapidement, dans les prochains mois, une urgence démocratique* ».

La résolution d'orientation générale 2021-2024, intitulée « *Une CFDT Île-de-France au service des travailleurs et des habitants* » s'inscrit pleinement dans cette ambition.

Présenté par Géraldine Cornette, secrétaire régionale, le texte avait été préalablement enrichi par 109 amendements intégrés en totalité ou en partie (sur les 148 reçus).

Dans son intervention, Géraldine Cornette a d'abord mis en exergue les éléments apportés en matière de proximité, « *plus que jamais nécessaire dans notre région afin de répondre aux attentes sociales, sociétales et environnementales des Franciliens* ». Proximité dans la relation avec les équipes syndicales, notamment pour les négociations d'entreprise ou le développement syndical. Proximité avec les salariés

et agents des fonctions publiques dans les actions menées pour aller à leur rencontre et leur présenter les services de la CFDT. L'intervention a également porté sur les autres axes de cette résolution : engagement pour l'emploi et la sécurisation des parcours, transition écologique, participation des citoyens... Autant de propositions qui seront précisées dans un plan de travail et déclinées au cours de la prochaine mandature qui placera le renforcement de la proximité au cœur des priorités, tout particulièrement dans la période électorale qui s'ouvre, dans les fonctions publiques comme le secteur privé.

Michèle Berrada
secrétaire régionale

Grégoire Bagot
Intercro 94

Pascal Pedrak
HTR

Le Bureau régional sortant avait retenu 3 débats d'amendements sur les thèmes :

- **L'accompagnement de l'Union régionale** dans le cadre de la mise en place des nouvelles instances de la fonction publique et les règles du dialogue social.
- **La mixité des modes de transport et les aides financières** pour accompagner les travailleurs dans le cadre de la transition environnementale de la région.
- **La stratégie de fidélisation** des adhérents de l'Union régionale.



L'Union régionale a réalisé un document de restitution des principales étapes de ce congrès au travers d'extraits des interventions.
com@iledefrance.cfdt.fr





VOUS PRENEZ SOIN DES AUTRES, à nous de vous donner un **coup de pouce !**

Vous vous occupez d'un proche (enfant, conjoint ou parent) dépendant, handicapé ou souffrant d'une maladie de longue durée ? **Grâce à votre complémentaire santé et/ou prévoyance, vous pouvez bénéficier de solutions concrètes et personnalisées pour vous épauler.**

Pour en savoir plus sur votre accompagnement social, consultez notre site internet malakoffhumanis.com



SANTÉ - PRÉVOYANCE - RETRAITE - ÉPARGNE

#Réponses à emporter : plus de 30 points d'accueil en Île-de-France

Dans le cadre de l'initiative nationale #Réponses à emporter, la CFDT a organisé fin septembre 37 points d'accueil éphémère dans la région. L'occasion pour les militants d'aller à la rencontre des travailleurs et de leur donner envie de rejoindre la CFDT.

Paris, La Défense, Saint-Denis, Melun, Orsay, Saint-Quentin-en-Yvelines... Du 27 au 30 septembre, les militants CFDT de la région ont enfilé leur chasuble orange pour aller rencontrer salariés, agents des fonctions publiques, travailleurs indépendants et demandeurs d'emploi. « En cette rentrée toujours marquée par la crise sanitaire et ses conséquences économiques et sociales, il était important de donner de la visibilité à la CFDT et d'aller à la rencontre des travailleurs, notamment les plus éloignés du syndicalisme, et des demandeurs d'emploi », rappelle Patrick Labboz, secrétaire régional de la CFDT Île-de-France. Pour cette seconde édition de #Réponses à emporter, l'Union régionale avait ciblé une trentaine de sites dans toute l'Île-de-France, en lien avec les syndicats, fédérations et unions territoriales.

« L'idée, c'est de faire du 'hors-les-murs', poursuit Raphaël Breton, secrétaire général de la CFDT de l'Est francilien qui organisait notamment une action d'envergure à la gare RER La Plaine-Stade de France en partenariat avec la CFDT Cheminots. Il y a beaucoup de salariés que nous n'avons pas vus depuis la crise sanitaire. Il était important de reprendre le contact en se rendant au plus près de leurs lieux de travail, d'essayer d'apporter des réponses de premier niveau à leurs questions et si besoin, de les réorienter vers nos permanences ».

Près de 500 adhésions

Durant ces quatre jours, la CFDT a distribué près de 50 000 tracts, touchant à des thématiques variées (santé, formation, emploi/appren-



Le 29 septembre à Denfert-Rochereau

tissage, assurance-chômage, logement...). À Denfert-Rochereau, l'action organisée conjointement par l'Union régionale et la fédération Protection sociale, travail, emploi (PSTE-CFDT) a également permis de diffuser massivement le questionnaire de l'enquête « Causons logement ». À La Défense, la CFDT de l'Ouest francilien et la CFDT Cadres ont invité sur leur stand l'association CEP paritaire Île-de-France pour renseigner les salariés sur la formation professionnelle et les services du conseil en évolution professionnelle.

Chaque accueil avait donc ses spécificités. Mais tous les militants étaient bien présents dans le même but : renseigner et orienter au mieux

les travailleurs et montrer ainsi l'utilité du syndicalisme CFDT.

Gratuite jusqu'au 30 novembre et déjà testée l'an passé, l'adhésion « découverte » a été renouvelée pour donner envie aux travailleurs de rejoindre l'organisation. Bilan : après une semaine, on comptait quelque 500 nouveaux adhérents CFDT en Île-de-France. Et l'Union régionale a également récupéré près de 300 contacts de travailleurs.

Les élections dans le viseur

Pour les équipes CFDT des fonctions publiques, les élections de décembre 2022 étaient aussi dans toutes les têtes. Des fiches thématiques à destination des agents ont ainsi été distribuées dans tous les accueils. « Nous souhaitons pré-

parer ces élections en rappelant aux agents ce pour quoi nous nous battons et ce que nous avons déjà obtenu », souligne Patrick Labboz. Les chauffeurs VTC et livreurs à vélo étaient également ciblés durant ces quatre jours. « Ces travailleurs de l'ombre, de plus en plus nombreux dans la capitale, voteront pour la première fois en mars 2022, rappelle Fabian Tosolini, chargé de mission pour Union-Indépendants. Notre objectif, avec Union-Indépendants, est de pouvoir les défendre et porter leurs revendications au niveau des plateformes et des deux branches. Et pour cela, il nous faut devenir représentatifs ! », explique-t-il, avant d'entamer, avec quelques militants, une tournée de tractage sur le parvis de la Gare du Nord. Sur leur passage, quelques chauffeurs et livreurs acceptent de parler ouvertement de leur rémuné-



ration « au lance-pierre » ou de leurs conditions de travail difficiles. Tous saluent l'initiative de la CFDT et s'accordent sur l'idée que s'organiser collectivement est le meilleur moyen de faire entendre leur voix. Ils repartent aussi avec de la documentation et les coordonnées de l'association créée par la CFDT. « C'est un premier contact qui en appellera d'autres », espère Fabian.

Clément Mellin

ZOOM SUR LE CROUS

Une belle opération **#Réponses à emporter** a eu lieu le 29 septembre à l'université Gustave Eiffel sur le campus de Champs-sur-Marne en présence de Delphine, Gédéon, Philippe et Raymond, militantes et militants du Sgen-CFDT, mais aussi de la CFDT Île-de-France.

Elles et ils sont allés au contact des agent.es du CROUS (Centre régional des œuvres universitaires et scolaires), qui gère les logements pour étudiant et la restauration, très tôt en matinée puis au moment de la pause méridienne, afin de leur rappeler qu'une organisation syndicale, c'est aussi un réseau de solidarité, de soutien, de conseil et d'expertise qui peut se révéler précieux.

Les questions concernant l'aide au logement ont été nombreuses de la part des étudiants et les agents du Crous ont été ravis et rassurés de rencontrer des militants pour répondre à leurs interrogations.



En bref

La CFDT RATP en action

Le 9 novembre, la CFDT RATP organisait à Val-de-Fontenay, une action pour alerter les salariés sur la situation de l'entreprise, avec le soutien de l'Union régionale et de la CFDT Cadres.

Il s'agissait de répondre aux questions des salariés tout en les alertant sur la « fragilisation » dont sont victimes des catégories de salariés et de métiers dans une entreprise qui subit « une avalanche de restructurations, filialisations, externalisations » avec une direction montrant « ouvertement qu'un établissement public n'est plus le modèle qui prévaut ».

D'autres actions communes ont été organisées depuis.



Dialogue social dans l'ESS

Le 19 septembre, les organisations syndicales de salariés ont répondu à l'invitation de l'UDES (organisation patronale représentant les entreprises de l'économie sociale et solidaire), pour poser les premiers jalons de la mise en place d'un espace de dialogue social dans ces entreprises.

Ce lieu d'échange a vocation à porter des sujets communs aux partenaires sociaux autour de la formation professionnelle, l'attractivité des métiers, les conditions de travail... Il se réunira régulièrement à partir de 2022.

CESER Île-de-France

La délégation CFDT au Conseil économique, social et environnemental régional est récemment intervenue en plénière sur deux sujets importants : l'économie circulaire et la prise en compte du vieillissement et la perte d'autonomie de la population.

- Sur l'économie circulaire, il s'agissait d'inciter le Conseil régional à jouer un rôle moteur au travers du respect de clauses environnementales pour les marchés publics mais aussi en assurant une coordination des acteurs.
- Sur le vieillissement et la perte d'autonomie, la CFDT a rappelé l'importance de reconnaître le rôle des aidants, de diversifier des solutions d'hébergement. Les deux interventions ont insisté sur les opportunités en matière d'emploi qui passent par un développement de la formation professionnelle et une reconnaissance des métiers.



Élections fonctions publiques : tous sur le pont !

En décembre 2022, plus de 5 millions de fonctionnaires et contractuels des fonctions publiques seront appelés à élire leurs représentant-es dans les comités sociaux. Toute la CFDT s'organise pour cette échéance qui concernera, en Île-de-France, près d'un million d'agents des fonctions publiques de l'État, des hôpitaux et des collectivités territoriales, soit 20 % d'un contingent national qui représente un salarié sur cinq. Le point sur cette campagne mais aussi sur des actions lancées par deux équipes franciliennes.

À la deuxième place au niveau national comme régional, la CFDT avait obtenu, en 2018, en Île-de-France, 18,55% des suffrages – 15,89% dans la fonction publique d'État, 23,87% dans la fonction publique territoriale et 19,31% dans l'hospitalière. L'enjeu de ces élections est de taille et les équipes franciliennes en sont bien conscientes : les marges de progression sont importantes pour conforter la place de la CFDT tous secteurs confondus et, dans le public, réduire l'écart avec la CGT (en tête avec 14.000 voix d'avance en 2018), voire devenir première !

La proximité, toujours

La campagne 2022 s'inscrit dans la continuité de la précédente élection. « *Nous devons miser sur la proximité assure Michèle Berrada, secrétaire régionale en charge de la campagne. Car c'est en informant et en accompagnant les agents, qu'ils choisiront la CFDT. Bref, en faisant ce que nous savons faire ! Il faut aussi développer nos implantations poursuit-elle. Nous avons progressé en Île-de-France, mais 115 000 électeurs n'ont toutefois pas pu voter CFDT en 2018 par manque de listes déposées* »

Pour aller à la rencontre des salariés, il s'agit d'être visibles. Au travers des « Villes orange » qu'elle organise sur des sites ciblés comme prioritaires par les équipes de terrain, l'Union régionale propose aux équipes de s'engager avec elle pour construire des temps forts, avec une visibilité plus forte, mais aussi pour créer une solidarité indispensable entre militants du public et du privé, dans un contexte de baisse des moyens



Le barnum de la CFDT en face de la Mairie de Versailles, le 5 novembre

syndicaux. Et, entre deux tournées, échanger sur les pratiques et créer des synergies.

Partir des besoins des équipes

Pour construire son projet d'actions territoriales inter-fonctions publiques, l'Union régionale a fait le choix de « coller » au maximum aux besoins des équipes syndicales. Des rencontres avec les syndicats sur les territoires ont permis à la fois de présenter l'offre d'accompagnement de l'Union régionale en matière de formation, d'aide au développement ou à la communication, et de recueillir les demandes des 23 syndicats rencontrés.

Les besoins sont particulièrement importants en matière de communication, (communication digitale, appui à la réalisation de tracts ou de vidéos...). La formation syndicale est également un volet important de l'action de l'interprofessionnel, avec un dispositif de trois modules conçus par l'IREFE : réaliser son plan de campagne, mobiliser les futures candidat-es et faire voter CFDT. Les équipes doivent aussi s'approprier les réformes en cours dans la fonction

publique pour être plus à l'aise dans leurs pratiques. La CFDT Île-de-France organise, depuis plusieurs mois, des webinaires et des rencontres transversales aux trois versants de la fonction publique autour de la loi de transformation de la fonction publique et ses conséquences sur le rôle des élu-es ou encore sur les Lignes directrices de gestion (LDG).

Un lien étroit avec le développement syndical

L'Union régionale, depuis juin dernier, réunit régulièrement un groupe opérationnel, notamment pour définir les actions à soutenir. « *Dans nos choix, nous sommes particulièrement intéressés par les actions qui s'inscrivent également dans une démarche de développement* » précise Michèle Berrada. « *Parce que faire adhérer, c'est aussi s'assurer d'électeurs nouveaux !* ». L'Union régionale, d'ailleurs, mènera des actions dans la dernière ligne droite pour s'assurer que chaque adhérent-e vote et... fasse voter CFDT.

Philippe Antoine et Judith Boumendil

Comment de nouvelles pratiques ont-elles émergé au Sgen-CFDT de l'académie de Créteil ?

La crise sanitaire nous a forcés à questionner notre manière de communiquer avec les adhérent.e-s et les collègues. Nous avons élaboré de nouveaux outils. Par exemple : *Standard facile*, une plateforme téléphonique avec un numéro unique. Chaque appel est redirigé sur le téléphone de 8 militant-es des lycées et collèges. Répond qui peut de 9h à 18h sauf le week-end. Le répondeur génère un courrier électronique avec une capsule audio en pièce jointe. Nous sommes davantage joignables qu'au bureau : 300 appels en trois semaines pour la période des mutations, c'est bien !

Peux-tu nous parler également de vos rencontres en visio ?

Le rectorat s'est mis à en proposer aux stagiaires enseignant-es alors on s'est dit : pourquoi pas nous ! Nous avons réussi à accueillir à 6 reprises

jusqu'à 80 personnes qui posaient leurs questions via un tchat. Les tâches sont réparties entre cinq militant.es avec un déroulé bien rodé et un équilibre femmes/hommes dans les prises de parole : une maîtresse de cérémonie qui passe les plats, une première partie de présentation puis des questions/réponses et une veille précise de ce qui arrive sur le tchat. Nous réussissons à faire des réponses au débotté, à l'oral ou par écrit, regroupées en fonction de nos compétences respectives ou bien en passant par un message privé. Nous avons touché de nouvelles personnes, vu arriver des adhésions et nos boîtes mails se sont désengorgées.

Quelles leçons en tirez-vous ?

Le format visio permet aux collègues de voir qui se cache derrière les réponses et les signatures du syndicat. La complicité de l'équipe qui anime est appréciée. Paradoxalement, la distance nous a



rapprochés. La vraie révolution, c'est que nous sommes plus accessibles et plus réactifs, les manières d'être disponibles sont plus nombreuses, les collègues reçoivent des réponses sous 48h. On touche davantage les jeunes, on prend le temps d'expliquer pourquoi il est important d'adhérer, on essaye de proposer plusieurs horaires de connexion, on expérimente avec pour objectif d'avoir le moins d'impact sur la qualité de vie au syndicat. L'habitude est prise, alors on continue.

Quel est ton parcours ?

J'ai d'abord été délégué syndical dans une entreprise de vente à distance. Après une rupture conventionnelle, je suis devenu agent contractuel des lycées puis j'ai été titularisé comme fonctionnaire territorial. J'exerce depuis 3 ans au lycée Montaigne à Paris.

Nous sommes près de 8 000 agents des lycées en Île-de-France, en charge de la maintenance, de l'accueil, du nettoyage ou encore des cantines. Très peu sont syndiqués et les moyens syndicaux sont faibles : avant mon arrivée, deux camarades se partageaient le suivi de 500 lycées.

Qu'avez-vous mis en place ?

Nous avons construit une véritable stratégie basée sur une couverture de l'ensemble du territoire. Ma collègue et moi-même visitons les

lycées en binôme à Paris, dans le 92, 93, 94 et 95, pour rencontrer les collègues et animer les heures d'information syndicale auxquelles les agents ont droit.

Nous avons développé des argumentaires, des informations précises pour les agents qui – quand tout va bien – sont prévenus de notre venue par le gestionnaire de l'établissement.

Nous avons construit un questionnaire ciblé sur les conditions de travail, les temps de pause... Nous avons créé un classeur de suivi pour garder une trace. Lorsque les collègues nous rappellent pour un problème, nous les accueillons au local syndical à Saint-Ouen.

Quelles sont les étapes suivantes ?

À présent, nous sommes quatre militants pour les tournées. Nous nous sommes fixés comme objectif



de programmer trois rencontres de lycées par semaine pour développer la présence de la CFDT. Nous allons aussi organiser des tournées communes pour les collèges et les lycées avec les autres équipes d'Interco ainsi qu'avec les équipes du Sgen. Nous allons pouvoir partager nos expériences.

L'Union régionale nous accompagne dans notre démarche, notamment en matière de communication.

Luc, l'humilité militante

Infirmier à l'hôpital de Saint-Denis, Luc Michel est un militant « référence » sur les questions touchant à la formation professionnelle. Pour *Solidaires*, il retrace le fil d'une histoire syndicale qui a débuté il y a près de 40 ans.

Issu d'une fratrie de 5 enfants, Luc grandit à Bobigny, avant de rejoindre Eaubonne à 14 ans. « *J'avais l'habitude de la vie de cité, où il y avait de la solidarité. Ce changement fut donc difficile à vivre* », se souvient-il. Au lycée, le jeune homme redouble deux fois avant d'obtenir son Bac à 20 ans. « *J'étais plus intéressé par les filles à cet âge* », glisse-t-il, le regard malicieux. C'est aussi l'époque du scoutisme pour Luc, élevé par des parents « *catholiques de gauche* ». « *J'étais devenu chef scout, mais avec des copains, on a fini par se faire virer par le curé de droite* », se marre-t-il.



régional, puis au niveau national. « *C'était passionnant, souligne-t-il. On contribuait à créer des formations pour l'accueil des personnes âgées, aux urgences et en court séjour ou encore pour la prise en charge psychologique des malades atteints du Sida. Il fallait aussi se battre contre certaines pratiques de 'copinage'* », poursuit-il. Au cours de ces 12 années à l'ANFH, il se forge de solides connaissances sur le monde de la formation professionnelle. Mais si on lui propose à de multiples reprises de hautes responsabilités syndicales, Luc s'évertue bien souvent à décliner. « *Cela me vaut le surnom de 'second couteau'. Mais ça me va bien comme ça* », sourit celui qui a quand même siégé au conseil de sa fédération tout en étant le « *numéro 2* » de son syndicat pendant de nombreuses années.

Depuis près de 8 ans, Luc représente la CFDT à la Conférence régionale de la santé et de l'autonomie (CRSA). « *Nous avons un rôle de conseil auprès de l'Agence régionale de santé, explique-t-il. Nous pouvons faire remonter certaines difficultés mais aussi suivre les projets en cours. Récemment, nous avons fait des propositions dans le cadre du plan régional de santé. Ici, on représente tous les usagers. C'est vraiment un mandat utile, qui me sert dans le cadre de mes fonctions syndicales à l'hôpital mais aussi à l'UPR* ».

N'allez pas croire pour autant que Luc n'est pas un homme de terrain. « *Jusqu'à il y a peu, j'étais de toutes les manifs, glisse-t-il. J'ai même participé au service d'ordre - qui est à mes yeux un grand acte militant - pendant près de 20 ans !* »

Clément Mellin

Militant avant d'être adhérent

Après une première année de médecine en 1977 où il rencontrera sa femme, future médecin, Luc bifurque vers des études d'infirmier. À la suite de quoi, en 1982, il est recruté à l'hôpital de Saint-Denis. « *Je travaillais au départ de nuit au service de chirurgie infantile. Puis au service du moyen séjour pour personnes âgées et en médecine interne. Je n'étais pas très technique, mais j'aimais l'aspect relationnel* », relate-t-il. Après la naissance de ses deux enfants, Luc demande des horaires de jour plus stables. C'est « *l'époque des premiers IRM* » et il hérite d'un poste d'infirmier pour la préparation aux scanners.

Sa rencontre avec la CFDT intervient en 1983. Sensible aux valeurs et pratiques de l'organisation, Luc participe alors à la vie de la section de son établissement. Il y fait remonter les problématiques liées au travail de nuit ou au manque de personnel. « *J'ai fini par leur demander - après deux ans - si je pouvais payer ma cotisation, rigole-t-il. J'ai milité avant même d'adhérer !* ».

Au début des années quatre-vingt-dix, alors que son camarade et mentor Michel Durieux part au syndicat Santé sociaux 93, Luc devient permanent de section et élu au comité technique (CTP/CTE). « *Sur la titularisation des contractuels ou les embauches, on arrivait à faire avancer des choses* », se souvient-il. Cette période est aussi pour lui celle des premières formations syndicales à l'IREFE, l'institut de la CFDT Île-de-France. « *J'ai fait pas mal de formations dont un atelier d'écriture. Puis je suis devenu animateur de formation à l'IREFE puis à l'IFRESS pour ma fédération* », rappelle celui qui a contribué par la suite à la création ou déclinaison de plusieurs formations. Il se rapproche de l'Union régionale mais aussi de sa fédération et de l'Union professionnelle régionale (UPR).

Spécialiste de la formation

Luc devient alors mandaté CFDT au sein d'un collecteur de fonds de formation pour la fonction publique hospitalière (ANFH). Un mandat qu'il exerce d'abord sur le périmètre

PROFESSIONNELS
DES MÉTIERS DE
SERVICES,
VOUS PASSEZ TOUT
VOTRE TEMPS
À PRENDRE SOIN
DES AUTRES.




ET VOUS ?
QUI PREND SOIN
DE VOUS ?

Complémentaire Santé – Prévoyance – Retraite

C'est parce que nous connaissons si bien les métiers de la santé, du conseil, de la restauration, de l'hôtellerie, du transport, et des commerces de proximité que nous sommes en mesure de vous apporter les solutions les plus adaptées à vos besoins. KLESIA, au service des entreprises de service depuis plus de 65 ans.

KLÉSIA
PROTECTION ET INNOVATION SOCIALES



**Vivons
solidaires,
protégeons
chacun**

**Macif Solidarité
Coups Durs
est là pour
vous aider**

**MACIF
Solidarité
coups durs**

Un service d'accompagnement à distance offert aux sociétaires Macif, proposant un soutien et des conseils lors de difficultés financières ou familiales.

Pour contacter Macif Solidarité Coups Durs :

▶ N°Cristal 09 69 32 84 19

APPEL NON SURTAXE



Essentiel pour moi

Crédit photo : Kniel Synnatzschke / Westend61 / GraphicObsession

Le service **Solidarité Coups Durs** proposé par la Macif est mis en œuvre par **DOMPLUS**, SAS au capital de 786560 euros, RCS Grenoble 431693027, siège social : 3 rue Roland Garros 38320 Eybens. Ce service est réservé aux sociétaires de la Macif, personnes physiques.

MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le code des assurances. Siège social : 1 rue Jacques Vandier 79000 Niort.